

22/07/2021

# RENCONTRES ECONOMIQUES D'AIX-EN-PROVENCE 2021

## ENTRE SMARTCITIES, INNOVATION ET CLIMAT, L'AVENIR DE LA FRANCE ET DE L'EUROPE SE CONSTRUIT MAINTENANT

Du 2 au 4 juillet 2021 se déroulaient les vingt-et-unièmes rencontres économiques d'Aix-en-Provence avec pour slogan « Saisir l'avenir, ensemble ».

Cette édition sous format phygital, analyse les conséquences de la crise sanitaire et propose des pistes pour demain.

Décryptage d'un échantillon de conférences par risingSUD sur 3 thématiques :

- L'innovation
- Le climat et la relance
- La ville de demain

#L'INNOVATION



Comme le souligne Alf REHN, professeur d'innovation, design et management à l'Université du Danemark du Sud, nous sommes face à une crise de la R&D. Il précise que tous les ans, 4 500 milliards de dollars sont dépensés pour l'innovation dans le monde mais que l'on **manque d'ambition dans l'innovation**.

Jean SCHMITT, fondateur et Président de Jolt Capital, se montre plus optimiste sur l'**Europe** qu'il considère comme le **berceau de l'entrepreneuriat** innovant avec 45 % des brevets mondiaux, des talents et des moyens.

Pour Jacques ASCHENBROICH, PDG de Valeo, nous sommes dans une véritable « **course aux évolutions technologiques** » mais cette course est, d'après Jean SCHMITT, freinée par le principe de précaution.

Concernant le cas français, selon Matthieu COURTECUISSÉ, Président de SIA Partners, il y a depuis 20 ans une **défiance des pouvoirs publics vis-à-vis de la science**.

Vincent PARIS, DG de Sopra Steria ajoute qu'il faut remettre une démarche positive autour du progrès dans une société qu'il qualifie de **société de la peur**.

Selon Jennifer HUNT, professeure d'économie à l'Université Rutgers, la France doit progresser dans le domaine technologique où à titre comparatif, l'Allemagne, a deux fois plus de brevets par habitant.

## Etat et financement

Emmanuelle AURIOL, professeure d'économie et chercheuse à la *Toulouse School of Economics* insiste sur **l'importance des actions de l'Etat**.

Paul HERMELIN, PDG de Capgemini précise le rôle clef qu'a joué l'Etat français sur les biens d'équipements en citant les exemples d'Airbus, du TGV ou encore d'Ariane.

Paul HERMELIN ajoute que l'Etat doit **investir dans les technologies de rupture**, tandis que Jennifer HUNT précise l'importance d'encourager les partenariats entre les universités et les entreprises.

Paul-François FOURNIER, directeur exécutif et de l'innovation chez Bpifrance et Vincent PARIS, DG de Sopra Steria ajoutent respectivement : « *c'est une course qui démarre* » et « ***l'Etat doit jouer beaucoup plus un rôle de stratège*** ».

Vincent PARIS y précise l'importance de **pousser plus fort et de façon très ciblée** dans des secteurs tels que la défense, la santé ou les transformations énergétiques.

Par ailleurs, Paul-François FOURNIER ajoute que nous avons les ingrédients, en France, mais qu'il faut **changer de système de financement**.

Jean SCHMITT estime lui que l'Etat doit aussi laisser-faire et ne pas trop réguler.

## Digital et start-ups

Selon Paul-François FOURNIER, les modèles explosent avec le digital et « ***la façon dont se crée l'innovation est en train de profondément changer*** ».

Paul-François FOURNIER ajoute que la start-up « *c'est un changement systémique dans la façon dont se crée le début du processus de l'innovation* ».

Cyril GARCIA, DG de Capgemini Invent complète en précisant qu'actuellement, ce sont les start-ups qui créent des solutions innovantes.

Le dirigeant de Bpifrance pousse même la réflexion plus loin en précisant que nous sommes actuellement **en train de créer en France une filière de start-ups digitales**, et que ces start-ups commencent à fleurir dans les secteurs plus traditionnels grâce à l'ajout de briques technologiques qui permettent de nouvelles innovations.

Maya BACACHE-BEAUVALLET, enseignant-chercheur en Economie à Telecom Paris et Paul-François FOURNIER développent respectivement l'idée qu'**il faut une politique de ciblage sur les jeunes entreprises**, et qu'il faut donner la chance aux entrepreneurs et scientifiques de tester leurs innovations.

Anne-Marie ENGTOFT LARSEN qui évolue au sein du Ministère des affaires étrangères du Danemark précise « *on est bon pour créer des start-ups en Europe* » mais nous ne sommes pas bons pour les faire grandir, les faire devenir des champions mondiaux car **les entreprises manquent cruellement de soutien**.

## Education et formation

Selon Ufuk AKCIGIT, professeur d'économie à l'Université de Chicago : « **l'éducation est la clé pour avoir une politique d'innovation efficace** » et tous les participants sont unanimes sur le sujet.

Ufuk AKCIGIT propose d'identifier les talents puis de **subventionner les entreprises où évoluent ces talents** ; Emmanuelle AURIOL insiste sur l'importance d'avoir une éducation supérieure attractive, tandis qu'Alf REHN vente de son côté les systèmes nordiques qui savent capter et révéler les talents.

De son côté, Jennifer HUNT insiste sur une nécessaire réforme du système universitaire en faveur d'une **plus grande spécialisation des universités** afin d'améliorer la recherche et faciliter le financement de projets de recherche spécialisés.

Pour Paul HERMELIN, « **agir, c'est d'abord éduquer** » tandis que Stéphane ISRAËL, PDG d'Arianespace prône plus de cohésion entre les acteurs industriels et les pouvoirs publics.

Enfin, selon Matthieu COURTECUISSÉ il est primordial de **retenir nos talents** et les faire revenir sur un marché où la compétition est mondiale.

## Solutions

Les solutions proposées par les intervenants pour une politique d'innovation plus efficace sont nombreuses :

- Maya BACACHE-BEAUVALLET attend de **l'Etat de permettre l'aléatoire** dans la recherche ;
- Paul HERMELIN propose lui de trouver **l'équilibre entre risques et précautions** ;
- Jean SCHMITT pousse en faveur d'une **régulation modérée de l'Etat** et un meilleur **soutien à l'accélération** des petites entreprises ;
- Alf REHN suggère de ne pas investir dans ce qui est viable économiquement mais plutôt dans la **recherche fondamentale** ;
- Stéphane ISRAËL soumet une **solution européenne de coalitions** dans le cadre de grands projets.

---

Si vous souhaitez visionner les conférences :

### **Accélérer la R&D pour maîtriser l'avenir**

Participants : Ufuk AKCIGIT (professeur d'économie à l'Université de Chicago), Matthieu COURTECUISSÉ (Président de SIA Partners), Paul-François FOURNIER (Directeur Exécutif et de l'Innovation de Bpifrance), Vincent PARIS (DG de Sopra Steria), Alf REHN (professeur d'innovation, design et management à l'Université du Danemark du Sud), Maya BACACHE-BEAUVALLET (Enseignant-chercheur en Economie à Telecom Paris et membre associé au Cercle des économistes), Thierry FABRE (rédacteur en chef de Challenges).

### **Agir face à la compétition technologique**

Participants : Jean SCHMITT (Fondateur, Président et Directeur associé de Jolt Capital), Yuko HARAVARNA (Directrice exécutive de Riken), Paul HERMELIN (PDG de Capgemini), Jennifer HUNT (Professeure d'économie à l'Université Rutgers), Emmanuelle AURIOL (Professeure d'économie et chercheuse à *Toulouse School of Economics*).

### **L'Europe est-elle toujours dans la course technologique ?**

Participants : Jacques ASCHENBROICH (PDG de Valeo), Anne-Marie ENGTOFT LARSEN (Ambassadrice pour la Tech, ministère des Affaires étrangères du Danemark), Cyril GARCIA (Dg ET MEMBRE du comité exécutif chez Capgemini Invent), Stéphane ISRAËL (PDG d'Arianespace), Ulf PEHRSSON (Vice-Président des relations gouvernementales et industrielles d'Ericsson).



### *Au bout d'un système*

Les phrases chocs s'enchaînent et les participants portent un regard à la fois critique et alarmant sur la situation.

Claire WAYSAND, DG adjointe d'Engie commence son introduction avec : « *Le changement climatique ce n'est pas un sujet pour les générations futures, c'est notre sujet, **c'est maintenant qu'il faut s'en occuper*** ».

Valérie MASSON-DELMOTTE, membre du GIEC et Scientifique Principal au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement de l'Université Paris Saclay insiste sur l'augmentation des gaz à effet de serre et certains changements qui sont déjà irréversibles : « *il faut que ça baisse **le plus vite possible*** ».

Michel FREDEAU, Directeur chez BCG et Jean-Pierre FARANDOU, PDG de la SNCF abondent dans le même sens avec respectivement les propos suivants : « *C'est dramatique et c'est une réalité (...) **c'est tout le système qu'il faut changer*** » ; « *il faut agir (...) il faut qu'on arrête de regarder ailleurs* ».

### *Investissements et pouvoirs publics*

Plusieurs des spécialistes mettent en avant les investissements colossaux qu'il faudrait consentir pour changer de système.

Selon Claire WAYSAND, au sein de l'Union européenne le besoin en financement nécessaire pour changer les modes de production et de consommation est de l'ordre de **400 milliards d'euros par an**.

Jean-Pierre FARANDOU complète ces propos en mettant en avant la **volonté de l'Union européenne de financer des programmes** dans le ferroviaire notamment.

Claire WAYSAND et Jean-Pierre FARANDOU mettent en évidence le **rôle clef de la puissance publique** : il faut des infrastructures, il faut encourager l'innovation vers certaines technologies propres et orienter les investissements privés.

Lina HASENFRATZ, DG de Linamar Corporation de son côté, se montre optimiste et pense que le changement de climat est une très bonne opportunité d'avoir une croissance soutenue. Elle y ajoute tout de même une dimension d'urgence en précisant qu'il faut une stratégie sur le long terme, qu'il faut **démarrer tout de suite et investir massivement**.

Valérie MASSON-DELMOTTE termine son intervention en précisant que des politiques publiques ambitieuses en matière de climat sont extrêmement vertueuses en matière de **santé publique**.

## Orientations pour demain

Valentina BOSETTI, professeure à l'Université Bocconi propose de **remplacer les énergies fossiles** en transférant les investissements dans le gaz, le pétrole ou le charbon vers des technologies non fossiles.

Selon Patrick POUYANNE, PDG de TotalEnergies, décarboner l'offre énergétique doit être couplé à une modification de la manière « *dont on consomme* » c'est-à-dire qu'il faut aussi **agir sur la demande**.

Vincent PARIS et Jean-Pierre FARANDOU font eux le pari de **l'hydrogène**.

Vincent PARIS précise que les énergies vertes et les industries propres comme l'hydrogène sont des **opportunités pour la France de se relancer hors des industries traditionnelles où elle est distancée**.

Pour Jean-Pierre FARANDOU et la SNCF, il faut travailler sur la motorisation avec, dans un premier temps, des moteurs hybrides ou à batteries, puis dans un second temps, des moteurs à hydrogène.

Par ailleurs, Claire WAYSAND et Valentina BOSETTI insistent sur la **nécessité de disposer de solutions de stockage de l'énergie**. En effet, il faut avoir une énergie verte mais aussi une énergie fiable.

D'autres éléments de réponse résident dans notre capacité à **coopérer à l'échelle internationale**.

Michel FREDEAU loue la bonne dynamique actuelle avec les Etats-Unis qui ont rejoint les accords de Paris, les engagements récents de la Chine, l'activisme des entreprises et les banques qui s'engagent à les financer.

Mark CARNEY, Vice-Président de Brookfield Asset Management souhaite des actions d'envergure car selon lui : « **il s'agit d'une vraie transformation et pas d'une simple transition** ».

Louka KATSELI, Présidente du conseil d'administration de la Banque nationale de Grèce ajoute qu'il « **faut des réponses mondiales** » tout en insistant sur le **rôle majeur que doit jouer l'Europe**.

Enfin, derniers éléments d'analyse avec Claire WAYSAND qui pense que la **sortie de crise est l'occasion de réorienter les investissements et d'accélérer la transition écologique et énergétique**.

Michel FREDEAU vente lui les opportunités que ces changements représentent car les business models des entreprises vont évoluer : « **le plus tôt on démarre, le plus tôt on arrive à construire un avantage concurrentiel** ».

La France a un environnement très favorable avec des « *champions* ». Il conclue d'ailleurs son intervention sur un « **La France a tout pour gagner** ».

Si vous souhaitez visionner les conférences :

### **Le climat, enjeu de la relance**

Participants : Valentina BOSETTI (professeur à l'Université Bocconi), Jean-Pierre FARANDOU (PDG de la SNCF), Michel FREDEAU (Directeur Associé Senior de BCG), Lina HASENFRATZ (DG de Linamar Corporation), Louka KATSELI (Présidente du Conseil d'administration de la Banque nationale de Grèce), Valérie MASSON-DELMOTTE (Scientifique Principal au Laboratoire des Sciences du Climat et de l'Environnement à l'Université Paris Saclay et membre du GIEC), Claire WAYSAND (DG adjointe d'Engie et membre du Cercle des économistes), Bruno JEUDY (rédacteur en Chef de Paris Match).

### **Les défis de l'action pour l'environnement**

Participants : Mark CARNEY (Vice-Président de Brookfield Asset Management), Ditte JUUL-JØRGENSEN (DG de l'énergie à la Commission européenne), Patrick POUYANNE (PDG de TotalEnergies), Vandana SHIVA (Membre du Conseil d'Administration de la Fondation de recherche pour la science).

## Contexte

La conférence débute sur des éléments de contexte et des chiffres marquants : Patrice MOYON, chroniqueur économique et social à Ouest-France précise qu'**en 2050, il y aura 2,5 milliards d'habitants supplémentaires dans les villes.**

Patrice GEOFFRON, membre du Cercles des Economistes ajoute qu'à la même date, d'après l'ONU, **70 % des humains vivront dans les villes** (contre 50 % aujourd'hui) et qu'actuellement les villes pèsent 70 % des émissions mondiales de CO2.

Par ailleurs, Patrice GEOFFRON met en avant la forte mortalité causée par la **pollution de l'air dans nos villes** tout en précisant que « *l'horizon se rapproche très dangereusement* » à cause des changements climatiques, pour enfin conclure sur un « **on ne pourra pas dire qu'on ne savait pas** ».

Enfin, **avec la crise sanitaire**, Véronique BEDAGUE, DG de Nexity nous précise que **le rapport à l'extérieur et à la vie a changé**, en grande partie avec la généralisation du télétravail.

## Transports en commun : l'exemple de la RATP

**Les transports en commun sont au centre des villes intelligentes** et Catherine GUILLOUARD, PDG de la RATP nous détaille les engagements pris par sa société en 2015. En effet, la RATP s'est fixée comme objectifs pour 2025 : une baisse de 50 % de l'empreinte carbone, une baisse de 25 % de la consommation énergétique et un travail sur la stratégie d'occupation de l'espace public.

En ce qui concerne l'empreinte carbone, la directrice générale nous précise que tous les centres de la RATP sont en train d'être converti au biogaz et à l'électrique tout en précisant que **les transports en commun, c'est « 60 fois moins d'émission carbone (...) que quand vous prenez une voiture ».**

A propos de la consommation énergétique, la société s'est engagée à décarboner avec du solaire et vient d'ouvrir le plus grand métro de France avec une consommation énergétique réduite de 17%. Catherine GUILLOUARD mentionne également la récupération d'énergie électrique des métros lors des freinages ou encore **l'utilisation de l'énergie des tunnels souterrains pour chauffer des habitations.**

En ce qui concerne la stratégie d'occupation de l'espace public, la société a lancé un programme avec le MIT pour **optimiser les trajets des bus en tenant compte de l'ensemble des mobilités des villes.**

Enfin, la directrice générale termine sa présentation par : « *Penser une ville sans avoir une colonne vertébrale de transports publics qui tient la route aujourd'hui tout en voulant décarboner, c'est une équation totalement impossible* ».

## Enjeux et tendances

Selon Véronique BEDAGUE la crise sanitaire a fortement impacté le marché du bureau car beaucoup d'entreprises ne savent pas de quoi elles auront besoin demain.

Elle ajoute que les **conversions de bureaux en logements** ne sont pas toujours faciles à réaliser et que cela soulève de réelles questions pour demain.

Véronique BEDAGUE précise par ailleurs le rôle central des politiques publiques qui doivent inciter et donner l'impulsion tandis que Bertrand CAMUS, DG de Suez pense qu'il faudra **réfléchir pour demain à des solutions collectives alors que nous sommes aujourd'hui plutôt dans des solutions individuelles** avec l'autopartage ou les scooters en libre-service.

Bertrand CAMUS complète ses propos avec l'importance, selon lui, des traitements sur la pollution de l'eau tout en prônant le retour dans les villes des arbres, des fontaines et de l'eau.

Véronique BEDAGUE enrichit le débat en précisant que sa société déploie des services et des tiers-lieux non plus seulement dans les grandes villes mais aussi maintenant dans les villes moyennes.

Selon elle, la ville de demain sera **inclusive, bas carbone, dense et de bonne qualité** avec un espace public complètement revisité : **moins de voitures, des services de qualité et une ville rendue aux humains**.

Enfin, Patrice GEOFFRON insiste sur la nécessité de réduire l'empreinte environnementale des villes et expose ses **raisons d'espérer pour l'Europe** où les villes sont denses, densité indispensable à la réalisation de la ville bas carbone.

[Si vous souhaitez visionner la conférence :](#)

### **Adapter la ville**

Participants : Véronique BEDAGUE (DG de Nexity), Bertrand CAMUS (DG de Suez), Yvonne FARRELL (co-fondatrice de Grafton Architects), Catherine GUILLOUARD (PDG de la RATP), Patrice GEOFFRON (membre du Cercle des Economistes) et Patrice MOYON (Chroniqueur économique et social à Ouest-France).